LISTE
pour le socialisme, le pouvoir aux Travailleurs

Ligue Communiste Révolutionnaire

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, FAITES VOS COMPTES

Derrière le « libéralisme » de Giscard et les démonstrations du professeur Barre, derrière leurs discours télévisés, il y a une réalité, la nôtre, celle que nous vivons tous les jours :

— l'augmentation des prix dépasse 10 % avec le plan Barre

— cette année, notre pouvoir d'achat a diminué de 3 % en moyenne.

Mais pour le Premier ministre « **les Français vivent au-dessus de leurs moyens** ».

Un tiers d'entre nous gagne moins de 2.000 F par mois, un million et demi de personnes sont sans emploi, surtout des jeunes et des femmes.

Mais les profits des patrons, eux, connaissent une belle progression : + 29 % pour Thomson - Brandt ; + 120 % pour Shelle France ; + 105 % pour Peugeot...

Et, lorsque pour riposter à ces licenciements, des travailleurs se mettent en grève, ils ont droit aux interventions de la police, ou à des milices patronales qui les expulsent comme à « Gervais - Danone », qui n'hésitent pas à tuer comme en juin 77 à Reims, en mitraillant un ouvrier, Pierre Maitre, qui gardait son usine occupée.

L'AUSTERITE INEVITABLE ?

On pourrait le croire, puisque les socialistes eux-mêmes, là où ils gouvernent, en Allemagne, au Portugal, appliquent une politique d'austérité et que les communistes soutiennent cette même politique en Italie et en Espagne.

L'austérité n'est inévitable aujourd'hui que si l'on veut sauver les super profits des trusts, si l'on veut sauver un système qui pour sortir de sa faillite voudrait entraîner à la misère des millions de travailleurs.

Dans la zone de Fos - Etang de Berre, c'est le règne et la domination écrasante des trusts industriels capitalistes. Une poignée de P.D.G. décide de l'avenir d'une région entière, de l'emploi, des conditions de travail, du logement, **ils ont tout pouvoir sur notre vie.**

On nous avait fait miroiter le miracle économique, nous n'avons eu droit qu'au chômage technique à répétition, aux licenciements, aux accidents du travail, à la généralisation de la ronde infernale du travail posté, à la pollution et au saccage de l'environnement. Le bilan de l'industrialisation de Fos - Berre c'est la preuve pour les travailleurs que les trusts français ou étrangers sont incapables de leur assurer des conditions de vie et de travail décentes, de développer le progrès économique et social d'une région.

Alors, tandis que P.C. et P.S. se chipotent pour une poignée de nationalisations de plus ou de moins, nous disons **qu'il faut nationaliser tous ces trusts de la chimie, du pétrole et de la sidérurgie.** Parce qu'il est naïf ou mensonger de parler d'économie au service des travailleurs, si on laisse aux mains des capitalistes une usine comme « Solmer », « Terrin » ou les raffineries du pétrole, dont les patrons sont des escrocs impunis grâce à Lecanuet, qui ont fait des milliards de bénéfice sur les prix du pétrole.

Et il n'est pas question, comme le proposent le P.C. et le P.S., de rembourser ces actionnaires qui ont amassé des profits monstrueux sur notre dos.

Nationaliser ne suffit pas. Il faut qu'enfin les travailleurs aient un réel pouvoir sur la marche de leur entreprise. Pas une seule décision concernant les salaires, l'embauche, les conditions de travail ne devra être prise sans que s'exerce le contrôle des travailleurs et de leurs représentants élus démocratiquement dans les ateliers, les chantiers, les bureaux.

Sans cela rien ne changera, les entreprises actuellement nationalisées comme la SNIAS à Marignane, ou la SNCF en sont un exemple.

Pour répondre aux aspirations des travailleurs, pour sortir de la crise, c'est dès maintenant au capitalisme qu'il faut s'en prendre. C'est la seule réponse honnête et réaliste.

NI AUSTERITE DE DROITE, NI AUSTERITE DE GAUCHE

Face à la crise qui ampute le pouvoir d'achat et accroît le chômage, les revendications immédiates des travailleurs doivent être satisfaites sans attendre.

SMIC à 2.400 F, et surtout, il faut une **véritable échelle mobile des salaires, la semaine de 35 heures** sans diminution de salaire, la création d'équipements collectifs, crèches ouvertes 24 heures sur 24.

Vivre au pays, **c'est d'abord le droit d'y travailler,** c'est le plein emploi sur place, c'est la suppression des déportations massives de populations comme les Lorrains de « Solmer ».

OU NOUS MENE LE PROGRAMME COMMUN ?

Ces aspirations, P.C. et P.S. ne prennent pas le chemin de les satisfaire, car la voie du socialisme n'est pas celle dans laquelle ils s'engagent.

Le programme commun, dans ses deux versions, essaye de supprimer les espects les plus criants de l'exploitation sans s'attaquer à ses fondements, à la domination du marché capitaliste, en conservant la constitution de 1958 taillée à la mesure du pouvoir personnel, pire encore en laissant Giscard à la présidence avec tous ses pouvoirs, se proposant de supprimer uniquement l'article 16. On comprend dans ces conditions la présence aux côtés du P.C. et du P.S. du parti bourgeois des radicaux de gauche et aujourd'hui des gaullistes dits de gauche. Gérer la crise et pratiquer eux aussi l'austérité, c'est cela la réalité commune derrière les polémiques e tla division qu'instaurent ces partis.

Mais il en va du sort de millions de travailleurs à qui on a dit durant des années que la solution sortirait des urnes de 78, à qui on a dit que ces élections seraient la riposte contre le plan Barre. Il en va du sort d'une génération qui en 68 criait déjà à de Gaulle : « Dix ans ça suffit », vingt ans, c'est vraiment beaucoup trop.

IL FAUT FORGER L'UNITE OUVRIERE POUR CHASSER GISCARD - BARRE

Refusant les divisions et les compromissions, pour sortir de la crise et en finir avec l'austérité, il n'y a pas d'autre solution que d'aller vers le socialisme.

Pour cela, nous devons, à partir des syndicats, nous unir pour nos revendications, arriver à une plate-forme inter-syndicale autour de laquelle se rassemble la grande masse des travailleurs.

C'est cette mobilisation seule qui est la garantie de voir nos revendications satisfaites. C'est à tous les travailleurs de prendre leurs affaires en main et non de s'en reporter à l'importance te tel ou tel groupe au Parlement.

Aujourd'hui, le P.S. et le P.C. ont la confiance des travailleurs pour changer la vie, en finir avec la crise et voir nos revendications satisfaites.

Cependant, P.S. et P.C. divisent les forces ouvrières tout en s'alliant avec des partis et des hommes du patronat.

Pourtant, depuis les municipales et les cantonales, P.S. et P.C. sont majoritaires dans le pays.

Face à la crise, ils doivent former un grouvernement P.S. et P.C., mais pas un gouvernement pour appliquer le programme commun, un gouvernement dont nous exigeons la satisfaction de nos revendications, dont nous exigeons qu'il rompe tous les liens avec les radicaux de gauche et les gaullistes d'opposition, qu'il cesse de faire des avances au patronat et de se soumettre à la constitution de 1958.

QUE FAIRE LE 12 ET LE 19 MARS ?

Pas une voix de travailleur ne doit aller sur un candidat bourgeois R.P.R., R.I. ou même radical et gaulliste de gauche. On n'élit pas à l'assemblée des défenseurs du patronat, qu'ils se disent de droite ou de gauche.

Au second tout, tout appelle à voter pour les seuls P.S. et P.C., tout appelle à ce que sans conditions, ils se désistent l'un pour l'autre.

Nous, L.C.R., nous nous désisterons sans préalable, dans les Bouches-du-Rhône comme ailleurs, pour le candidat du P.C. ou du P.S. le mieux placé au premier tour.

Travailleuses, travailleurs, puisque vous pouvez choisir au premier tour, allez-vous voter pour le programme commun, version P.S. ou P.C. qui gardent Giscard et sa constitution, qui se préparent comme en Italie ou en Allemagne à gérer par l'austérité la crise des patrons.

En votant pour les candidats de LCR, pour les candidats des listes « Pour le Socialisme, le pouvoir aux travailleurs », vous voterez

POUR L'UNITE OUVRIERE
POUR EN FINIR AVEC L'AUSTERITE
POUR LE SOCIALISME.

Ligue Communiste Révolutionnaire

5e CIRCONSCRIPTION

Elisabeth RICHIER

Infirmière

Suppléant : Jean-Yves ABECASSIS

Employé à la Sécurité Sociale

Imprimerie d'Endoume - Marseille